

## Une ou un Juriste (H/F/X) pour le département des Ressources Humaines



Située au cœur de la Province du Hainaut, à 30 minutes de Bruxelles, Mons et Charleroi, la Ville de La Louvière, en ce compris le CPAS de son ressort, est le premier employeur public de la région du Centre avec un personnel de ± 1500 collaborateurs.

Nous sommes à la recherche, pour notre Service Gestion des Ressources Humaines (composé d'une vingtaine de collaborateurs en charge de la gestion du personnel de la Ville et du C.P.A.S.) d'une ou d'un Juriste, enthousiaste, motivée - motivé à relever de nouveaux défis.

**Votre mission** Sous la supervision de la DRH, vous remplissez les missions suivantes :

- Contribuer à assurer la conformité juridique des procédures et documents de travail
- Contribuer à la réflexion sur la création ou à la mise à jour des textes (RT, statuts, cadres...)
- Rédiger des projets de texte à portée réglementaire
- Conseiller et rendre des avis juridiques auprès des membres du service ou d'autres interlocuteurs dans les dossiers traités
- Assurer la veille juridique pour le service et mettre à jour les procédures
- Rédiger diverses notes et avis
- Appuyer les services et la Direction générale dans la rédaction de rapports disciplinaires, de dossiers de licenciement ainsi que leur suivi
- Appuyer la Direction générale dans ses relations avec les organisations syndicales
- Concevoir et piloter divers projets RH dans le cadre de la stratégie définie par l'administration et suivre leur évolution
- Piloter des groupes de travail en lien avec les matières du département
- Assurer le suivi des dossiers contentieux
- Marchés publics : définir les clauses techniques d'un cahier de charge, procéder à l'analyse technique des offres

### Compétences requises

#### Savoir :

- Maîtriser l'application des dispositions légales et réglementaires des pouvoirs locaux, C.P.A.S dont notamment les règles de la fonction publique, la législation sociale, le droit du travail, le droit administratif
- Connaître le fonctionnement communal et celui des C.P.A.S.

#### Savoir-faire

- Maîtriser les outils informatiques
- Disposer de très bonnes capacités rédactionnelles et une excellente orthographe
- Etre capable de construire au départ d'une situation donnée, une solution synthétique juridiquement étayée correspondant aux prescrits légaux et réglementaires
- Etre capable de communiquer de manière claire quel que soit l'interlocuteur
- Etre capable de planifier son travail et gérer les priorités

#### Savoir-être

- Etre autonome, organisé dans le traitement de tâches multiples
- Faire preuve d'une très grande rigueur dans le suivi des dossiers et des délais impartis
- Pouvoir travailler en équipe
- Disposer d'un esprit analytique, critique et proactif

**Votre profil** Vous êtes titulaire d'un master ( licence) en droit ou de docteur en droit délivré par un établissement universitaire de plein exercice ou d'un titre réputé équivalent.

### Nous vous offrons

- Un contrat à durée indéterminée à temps plein, échelle RGB A1sp au grade d'attachée ou d'attaché juridique.
- Une rémunération mensuelle brute de base de 3.328,20 € et des chèques repas.

- Horaire flexible, minimum 30 jours de congés par an
- Une fonction intéressante, avec des degrés de responsabilité divers, dans une Administration offrant un réel équilibre entre vie privée et vie professionnelle.

**Intéressé(e) ?** Faites-nous parvenir, **pour le 15/06/2022 au plus tard**, votre lettre de motivation accompagnée de votre **curriculum vitae et la copie de votre diplôme** par courriel à l'adresse : [emploi@lalouviere.be](mailto:emploi@lalouviere.be) en l'intitulant : « **Candidature pour le poste de Juriste pour les RH** »

---

### Conditions générales de recrutement

Cet appel est ouvert à toute personne porteuse d'un handicap, trouble ou maladie nécessitant une adaptation de la procédure. Dans ce cas, il est obligatoire de prendre contact avec la cellule recrutement du département des ressources humaines par mail ou par téléphone (064/27.80.39 - 064/27.80.86) au plus tard à la clôture du présent appel, afin de mettre en place les adaptations nécessaires dans la mesure des possibilités de l'administration. Sur demande, les possibilités d'adaptation sont communiquées.

Afin de pouvoir être désignée - désigné, les conditions suivantes doivent être remplies :

1. Être belge, ressortissant d'un État membre de l'Union européenne ou encore ressortissant hors de l'Union européenne.  
Les personnes ressortissant hors de l'Union européenne restent soumises à la réglementation relative à l'occupation des travailleuses étrangères - travailleurs étrangers applicable en Région wallonne et doivent présenter à la date limite fixée pour le dépôt des candidatures, la preuve du respect de cette réglementation. Elles se conforment aux instructions de l'Administration à ce sujet
2. Jouir de ses droits civils et politiques ;
3. Être de conduite irréprochable et fournir un extrait du casier judiciaire datant de moins de 3 mois à la date limite fixée pour le dépôt des candidatures ;
4. Être âgée - âgé de 18 ans au moins à la date limite fixée pour le dépôt des candidatures ;
5. Être titulaire du diplôme ou du certificat d'études exigé pour l'emploi à conférer, tel que précisé dans les conditions particulières d'accès aux divers grades et fonctions ;  
Peut également participer à l'examen de recrutement, l'étudiante - l'étudiant qui suit la dernière année des études pour l'obtention du diplôme requis. En cas de réussite à la sélection, la candidate - le candidat ne pourra toutefois rentrer en service que lorsqu'elle -il sera titulaire du diplôme requis.  
Pour la ou le titulaire d'un diplôme ou certificat d'études délivré par un pays étranger, présenter à la date limite fixée pour le dépôt des candidatures, une attestation délivrée par la Commission d'équivalence justifiant l'équivalence dudit diplôme ou certificat d'études au titre belge requis pour l'emploi à conférer.
6. Justifier d'une connaissance de la langue française jugée suffisante au regard de la fonction à exercer ;
7. Réussir un examen de recrutement consistant à/en:
  - Une épreuve écrite de mise en situation professionnelle comportant au moins :
    - La synthèse et le commentaire critique d'une conférence portant sur un sujet d'ordre général ou communal (prise de notes autorisée).
    - L'analyse d'un cas spécifique en rapport avec le poste de juriste à pourvoir (cotation sur 120 points)
  - Un entretien oral visant à évaluer les aptitudes et les compétences professionnelles du candidat propres à sa fonction . (cotation sur 80 points)

L'épreuve écrite est éliminatoire : seuls les candidats ayant obtenu au moins 50% à l'épreuve écrite, seront invités à participer à l'épreuve orale. Pour être déclarés lauréats de l'examen, les candidats doivent obtenir au moins 50% des points à chaque épreuve et au moins 60% des points pour l'ensemble des épreuves.

Une convocation reprenant toutes les informations utiles sera adressée par mail aux candidats qui répondent, à la clôture de l'appel, aux conditions requises.

Déroulement des épreuves : épreuve écrite avant fin juin 2022 et épreuve orale début septembre 2022 (dates à confirmer).

[Des renseignements complémentaires sur la fonction peuvent être obtenus auprès de Madame Cynthia DE PETTER, Directrice des Ressources humaines au 064/77.39.93](#)

